

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-troisième session

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Page
Point 10 de l'ordre du jour:	
Rapports des commissions économiques régionales (suite)	115

Président: M. M. KLUSAK (Tchécoslovaquie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants: Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Afrique du Sud, Australie, Brésil, Chili, Irak, Irlande, Israël, Japon.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la santé.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (E/4301, E/4329 et Add.1, E/4354 et Corr.1, E/4358, E/4359 et Add.1, E/4410 et Corr.1 et Add.1) (suite)

1. M. MEJIA (Mexique) constate avec inquiétude que le rapport de la CEPAL (E/4359 et Add.1) révèle un ralentissement du taux de croissance dans cette région. Le problème est plus grave encore qu'il ne paraît au premier abord du fait que, comme le confirme le rapport, certains pays n'ont pas enregistré le moindre progrès économique.

2. Il faut féliciter la CEPAL de l'œuvre remarquable qu'elle poursuit dans des domaines divers pour aider les pays de la région à résoudre leurs problèmes. Toutefois, étant donné la lenteur relative des progrès accomplis, il est indispensable d'élaborer une politique du développement efficace qui soit adaptée aux changements économiques survenus dans différents pays. Il serait vain d'espérer atteindre les objectifs de développement, transformer les structures économiques et réaliser l'intégration tant que l'on n'aura pas agi sur certains des facteurs qui entravent actuellement les économies nationales.

3. L'un des principaux obstacles au développement économique des pays d'Amérique latine se trouve dans le secteur extérieur de leur économie. Le relèvement de leurs recettes d'exportation au cours des dernières années n'a eu qu'un caractère provisoire, et le service de la dette, qui a lourdement pesé sur eux, a considérablement limité leurs possibilités d'importation, cela en dépit de l'augmentation de leurs exportations et de l'apport brut de capitaux. De toute évidence, des mesures devront être prises pour obvier à la tendance actuelle, si l'on veut atteindre les objectifs de croissance qui ont été fixés.

4. A la deuxième session de la CEPAL, les problèmes du commerce extérieur ont retenu spécialement l'attention des membres. Pendant le débat général sur la question, les représentants de divers pays développés ont déclaré leur intention de poursuivre l'étude de ces problèmes afin de leur trouver une solution satisfaisante. Il faut espérer que ces décisions se traduiront par des mesures susceptibles de remédier à la pauvreté dans les régions du monde les plus peuplées. La délégation mexicaine appuie le programme de travail bien conçu qui a été établi par la CEPAL (E/4359/Add.1), ainsi que le projet de résolution présenté au Conseil (E/4359, quatrième partie).

5. M. Mejia relève que les réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, tant à New York qu'à Genève, ont abouti à la conclusion que l'un des meilleurs moyens d'instaurer une coopération entre l'ONUDI, d'une part, et les secrétariats des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth, d'autre part, serait de combiner activités et ressources dans le cadre d'un programme des Nations Unies pour la promotion du commerce d'exportation des pays en voie de développement (voir E/4301, par. 6 à 8, et E/4410/Add.1). L'institution d'un tel programme devrait être une source de satisfaction particulière pour les membres du Conseil, car il aiderait à résoudre maints problèmes auxquels se heurtent à la fois les pays en voie de développement, et les pays développés: il contribuerait en particulier à augmenter la capacité d'importation des premiers et à développer les exportations des seconds.

6. Une autre question importante débattue lors de la réunion des secrétaires exécutifs qui s'est tenue à New York en janvier 1967, est celle de la pénurie de personnel au sein du secrétariat des commissions économiques régionales. Ainsi qu'il est dit au paragraphe 21 du rapport sur la réunion (E/4301), ces commissions éprouvent des difficultés à recruter des fonctionnaires spécialisés et très compétents; cette difficulté est aggravée du fait que, en vertu du principe d'une

répartition géographique équitable, les commissions ne peuvent engager de personnel dans les pays dont la représentation est déjà trop nombreuse. Plusieurs solutions à ce problème ont été étudiées, et la délégation mexicaine estime que celle qui est évoquée au paragraphe 24 du rapport mérite de retenir spécialement l'attention. Elle consiste à renforcer les programmes nationaux de formation qui sont actuellement menés dans le cadre des commissions économiques régionales mais dont, semble-t-il, les résultats ont été jusqu'ici décevants.

7. M. PAVLIK (Tchécoslovaquie) dit que ses observations sur les rapports des commissions économiques régionales porteront essentiellement sur les activités qui débordent le cadre d'une commission et paraissent pouvoir offrir des solutions spécifiques à des questions socio-économiques d'intérêt général. La Tchécoslovaquie étant membre de la CEE, M. Pavlik s'attachera spécialement à étudier sous cet angle les travaux effectués par cette Commission et les résultats qu'elle a obtenus.

8. La réalisation la plus importante de la CEE est d'avoir favorisé la coopération économique entre pays européens ayant des régimes économiques et sociaux différents. La CEE s'est également ingéniée à promouvoir la coopération interrégionale. La délégation tchécoslovaque se félicite de la Déclaration, adoptée à l'unanimité lors de la réunion commémorative de la Commission (voir E/4329, par. 260), et dans laquelle les gouvernements ont exprimé le souhait que la CEE continue à être utilisée pour le développement de la coopération économique et ont souligné que le développement de la coopération dans les domaines économique, scientifique et technique faciliterait le progrès économique des pays en voie de développement. La délégation tchécoslovaque apprécie particulièrement les résolutions 2 (XXII), 5 (XXII), 7 (XXII) et 14 (XXII) de la Commission, car elles peuvent être également utiles aux autres commissions économiques régionales. En ce qui concerne la question traitée dans la résolution 2 (XXII), la délégation tchécoslovaque regrette que des progrès plus positifs n'aient pu être accomplis dans la voie de la libéralisation du commerce européen, et elle espère que la situation aura tendance à s'améliorer sous l'effet de cette résolution et de la Déclaration. La coopération qui existe actuellement ou que l'on envisage d'instaurer entre la CEE et l'ONUDI est une source de satisfaction pour la délégation tchécoslovaque.

9. Tout en appréciant les résultats obtenus par la CEE, la délégation tchécoslovaque se sent tenue d'exprimer son regret que la République démocratique allemande s'en voie encore refuser l'accès. Elle estime, d'autre part, que le Comité de l'industrie et des produits de base devrait reprendre ses travaux. Parce que ce Comité est empêché de remplir ses fonctions, les membres des autres commissions économiques régionales et l'ONUDI sont privés de l'aide que pourrait leur fournir un organisme spécialisé, dans l'importante région qu'est l'Europe.

10. La Tchécoslovaquie s'intéresse vivement aux travaux des autres commissions économiques régionales,

et elle envoie des observateurs à leurs réunions. Il y a lieu de féliciter la CEAEIO de s'être efforcée d'utiliser une approche régionale pour surmonter les difficultés économiques et sociales des pays de la région. L'importance accordée par la CEPAL à la planification est digne de louanges, et les activités réalistes de la CEA ne peuvent avoir que des résultats favorables pour cette région.

11. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que la Déclaration, dont l'adoption, à l'unanimité, lors de la vingt-deuxième session de la CEE, a dignement couronné la célébration du vingtième anniversaire de la Commission, témoigne du désir des pays membres de coopérer et de se tourner vers l'avenir, et a souligné la nécessité de redoubler d'activité dans certains domaines. C'est ainsi que, dans le cas du commerce, des préparatifs sont en cours en vue d'organiser la réunion d'experts gouvernementaux prévue pour septembre 1967 par la résolution 2 (XXII) de la Commission; la délégation du Royaume-Uni espère que des progrès satisfaisants pourront être accomplis au cours de cette réunion, et elle est prête à coopérer au mieux de ses possibilités à la promotion des échanges. Il est dit au paragraphe 4 de la Déclaration que les pays membres estiment que la Commission devrait s'efforcer d'organiser le plus rationnellement possible ses activités, afin de pouvoir faciliter plus efficacement la coopération dans différents domaines. La délégation soviétique a fait à ce sujet une déclaration des plus intéressante, et le Royaume-Uni a, de son côté, présenté certaines propositions. Il est tout à fait à propos que, après 20 ans d'existence, la Commission se livre à un examen critique de sa propre organisation et de ses méthodes de travail, et s'efforce d'améliorer ses méthodes de planification à long terme. La résolution 8 (XXII) qui traite des programmes de travail de la Commission est particulièrement importante et l'ensemble de la question devrait être soigneusement considéré au cours de l'année.

12. A sa vingt-troisième session, qui a eu lieu à Tokyo, la CEAEIO a commémoré elle aussi son vingtième anniversaire et a insisté pour que des efforts encore plus vigoureux soient déployés pour améliorer le bien-être des habitants de cette région très peuplée en proie à de multiples difficultés, mais qui possède des richesses en puissance et des possibilités latentes de développement. Le représentant du Royaume-Uni évoque les nombreuses réalisations de la CEAEIO et parmi elles la création de la Banque asiatique de développement, et il rappelle que la Commission a été la première des commissions économiques régionales à s'attaquer au problème brûlant de la population.

13. La douzième session de la CEPAL a été particulièrement animée et riche de résultats. La Commission a engagé une discussion fructueuse sur la planification, a approuvé un programme de travail admirablement présenté et a effectué d'utiles travaux préparatoires en vue de la deuxième session de la CNUCED. Cependant, la délégation du Royaume-Uni a des réserves à faire concernant certains aspects des résolutions qui ont été adoptées sur cette dernière question. Le Royaume-Uni

se félicite de la création du Bureau de Bogota et du Bureau de la région des Antilles.

14. La délégation du Royaume-Uni appuie sans réserve la notion de coopération régionale et sous-régionale sur laquelle se fondent les travaux de la CEA, et se félicite particulièrement des progrès réalisés dans la voie de la coopération industrielle au niveau régional. Des industriels du Royaume-Uni ont assisté aux travaux de la Conférence d'industriels et de financiers qui s'est réunie à Addis-Abéba en janvier 1967 pour étudier les moyens d'améliorer la coopération entre les pays industrialisés et les pays d'Afrique. Cette Conférence a fait une proposition qui a été approuvée par la CEA et qui visait à créer dans toute l'Afrique des centres de promotion industrielle multinationaux; il est encourageant de constater que la CEA donne activement suite à cette proposition. Un fonctionnaire de la Confédération of British Industry a été chargé de maintenir les liens nécessaires entre la CEA et l'industrie britannique.

15. La délégation du Royaume-Uni approuve les réunions organisées entre les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et les représentants d'autres organes internationaux s'occupant du développement économique, dans le but d'étudier les problèmes communs et d'assurer la meilleure utilisation possible des ressources. Elle se félicite particulièrement que, vu l'importance que présente la promotion des exportations pour les pays en voie de développement, deux des organisations directement intéressées soient prêtes à examiner la possibilité de combiner leurs ressources au sein d'une entreprise commune dans ce domaine (E/4410/Add.1, par. 4). Il serait utile que le Conseil soit tenu au courant de l'évolution de ces activités.

16. M. SHOURIE (Inde) dit que les rapports des commissions économiques régionales et les déclarations liminaires des secrétaires exécutifs (1491^e séance) font ressortir une série impressionnante d'efforts et de réalisations dans un grand nombre de domaines. Des résultats concrets ont été obtenus en matière de coopération économique, d'intégration régionale et de coopération avec d'autres organismes régionaux et internationaux, ainsi que dans les domaines du développement agricole et industriel, de la politique commerciale et monétaire, de la recherche et de la formation, de l'enseignement, et de l'utilisation de routes et de voies navigables communes et d'autres moyens de communications.

17. Dans le domaine de la politique commerciale, des efforts considérables ont été déployés afin de développer le commerce intrarégional, de poursuivre l'organisation de marchés communs et d'unions douanières et d'intensifier les relations entre les commissions économiques régionales et la CNUCED. Les progrès réalisés en matière financière et monétaire se sont manifestés notamment par la création des deux banques, asiatique et africaine, de développement et d'instituts pour le développement et la planification. Dans l'ensemble, en dépit de certaines lacunes et de certaines difficultés, les progrès ont été très satisfaisants.

18. M. Shourie a accueilli avec un intérêt tout particulier l'initiative prise par les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales de se réunir en janvier 1967 afin de chercher les moyens propres à assurer la coopération avec les autres organes et institutions des Nations Unies, et il approuve les observations du représentant du Royaume-Uni en ce qui concerne l'importance vitale des efforts entrepris en commun.

19. Bien entendu, M. Shourie s'intéresse tout spécialement à la CEAEIO. L'Inde a participé aux activités de cette Commission et se félicite des résultats obtenus. Comme l'a fait observer le représentant du Royaume-Uni, cette région est très peuplée et assiégée de difficultés, mais les résultats obtenus par la CEAEIO, face à des problèmes sans nombre, sont réconfortants.

20. Cependant, il est un certain nombre de domaines dans lesquels les efforts des commissions économiques régionales, et de la CEAEIO en particulier, pourraient être intensifiés. La région de l'Asie et de l'Extrême-Orient n'est pas parvenue au même degré de coopération régionale que l'Europe et l'Amérique latine. Le représentant de l'Inde espère que de plus grands progrès seront accomplis dans l'avenir. Il est indispensable d'entreprendre un plus grand nombre de programmes orientés vers l'action afin de développer la coopération régionale. La CEAEIO pourrait jouer un rôle plus efficace en stimulant le commerce et les exportations. C'est là un point extrêmement important, compte tenu de la stagnation de l'aide étrangère, de la pénurie chronique de capitaux pour le développement et des problèmes que pose leur balance des paiements aux pays en voie de développement de cette région. La CEAEIO pourrait également contribuer au processus de la stabilisation des marchés des produits de base par le truchement d'accords internationaux.

21. La délégation indienne nourrit l'espoir que la Conférence ministérielle qui doit se réunir dans un proche avenir sous les auspices de la CEAEIO, en application de la résolution 87 (XXIII) de la Commission, aboutira à des résultats positifs, particulièrement en ce qui concerne la préparation de la deuxième session de la CNUCED, et permettra ainsi aux pays d'Asie d'aborder leurs problèmes au sein de cet organisme avec une plus grande confiance. Elle espère également voir se manifester une action plus efficace en ce qui concerne la libéralisation du commerce, car celle-ci donnerait une puissante impulsion au développement des industries et de l'ensemble de l'économie. La libéralisation du commerce permettrait de lever les obstacles que rencontrent les petits pays dont le commerce est limité à des marchés restreints et ouvrirait la voie à des échanges intercontinentaux et, le moment venu, internationaux.

22. La récente réunion des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, à laquelle ont assisté le Secrétaire général de la CNUCED et le Directeur général du GATT, ainsi que des représentants de l'ONUDI, de la FAO et d'autres organismes des Nations Unies, est un élément des plus positifs.

Particulièrement intéressante est la réaffirmation que le programme des Nations Unies pour la promotion du commerce d'exportation doit être le résultat d'une coordination des efforts de toutes les organisations et institutions intéressées du système des Nations Unies, et que la réunion des secrétaires exécutifs, avec la participation des organisations et institutions intéressées, est l'organisme propre à assurer la coordination de ce programme (E/4410/Add.1, par. 1). M. Shourie espère que la réunion conduira à une coopération plus étroite, particulièrement entre le GATT et la CNUCED, et que l'on attachera au développement des exportations une plus grande attention que par le passé.

23. Il est également intéressant de noter que la réunion a estimé que chacune des commissions économiques régionales des parties du monde qui sont en voie de développement devait servir de centre d'initiative pour le programme et a recommandé à cet effet que soient créés au sein de la CEA, de la CEAO et de la CEPAL, des centres de développement du commerce qui fonctionneraient sous la direction des secrétaires exécutifs respectifs. La délégation indienne s'intéresse particulièrement à l'établissement de tels centres et à la centralisation des opérations à l'échelon international. La promotion du commerce d'exportation est encore, dans une grande mesure, un domaine inexploré, et M. Shourie espère que les organismes du système des Nations Unies intensifieront leurs efforts pour remédier à la situation.

24. Enfin, M. Shourie souligne la nécessité de décentraliser dans les cas appropriés les activités opérationnelles des organes et institutions des Nations Unies à l'échelon régional. Il est inutile de s'étendre sur les raisons qui militent en faveur de la décentralisation et sur son importance. La délégation indienne appuie le projet de résolution destiné au Conseil, qui figure dans la quatrième partie du rapport de la CEAO (E/4358).

25. M. GELBER (Canada) déclare que son pays s'intéresse pour un grand nombre de raisons au programme des Nations Unies pour la promotion du commerce d'exportation et approuve les observations faites à ce sujet par les représentants du Royaume-Uni et de l'Inde. Il a pris connaissance avec un intérêt particulier des rapports sur les deux réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, auxquelles ont participé les représentants d'autres institutions et organes du système des Nations Unies.

26. En premier lieu, en sa qualité de grande puissance commerciale, le Canada reconnaît l'importance que présentent pour les pays qui cherchent à accroître leurs exportations les activités déployées en matière de promotion du commerce d'exportation. Dès le début, par conséquent, il a approuvé la décision prise par les organismes du système des Nations Unies, y compris le PNUD, de redoubler d'efforts pour fournir aux pays en voie de développement une assistance technique dans ce domaine. En outre, le Canada est membre de tous les organismes, parmi lesquels le GATT, le Conseil du commerce et du développement et la Commission des articles manufacturés de la CNUCED, l'ONUDI et (actuellement) le Conseil économique et social, qui d'une

façon ou d'une autre se sont occupés de la question de la promotion du commerce et des activités connexes d'assistance technique. En conséquence, le Canada a accueilli favorablement les suggestions faites à la première réunion des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales quant à l'opportunité qu'il y aurait à combiner les activités et ressources de toutes les institutions intéressées en un programme coordonné de promotion du commerce, compte tenu des domaines d'activité et des intérêts des différents organismes du système des Nations Unies ainsi que du Centre du commerce international du GATT.

27. Bien entendu, avant de parvenir à mettre sur pied un tel programme, il a fallu surmonter bien des difficultés. La délégation canadienne était venue à Genève disposée à appuyer toute décision du Conseil tendant à exhorter tous les intéressés à aplanir leurs divergences et à combiner leurs efforts et leur ressources de la façon la plus appropriée pour répondre aux besoins urgents des pays en voie de développement en matière d'assistance pour la promotion du commerce. Cependant, lorsque a été publié le rapport sur les nouveaux entretiens que les secrétaires exécutifs ont eus à ce sujet au début de la semaine (E/4410/Add.1), il est apparu clairement que l'on avait trouvé le moyen de surmonter le principal obstacle qui se dressait sur la voie d'un programme commun et rationnel des Nations Unies pour la promotion du commerce d'exportation. M. Gelber veut parler de la possibilité, mentionnée au paragraphe 4, de combiner les ressources de la CNUCED et du GATT au sein d'un Centre international commun du commerce destiné à apporter la contribution la plus effective au programme des Nations Unies. Il s'agit là d'un élément nouveau des plus encourageant. M. Gelber croit savoir que, depuis la distribution de ce document, des progrès beaucoup plus considérables ont été réalisés en vue de parvenir à des arrangements concrets. Il convient de féliciter les parties intéressées, et particulièrement le Secrétaire général de la CNUCED et le Directeur général du GATT d'avoir trouvé une solution pragmatique à une situation qui posait des problèmes administratifs extrêmement complexes.

28. M. Gelber se félicite surtout de la forme qui, semble-t-il, a été donnée à l'arrangement, lequel n'entraînera aucun bouleversement de la structure administrative actuelle du Centre du commerce international du GATT ni la création d'une nouvelle organisation distincte, création qui aurait posé de difficiles problèmes de financement et d'administration. Il exprime l'espoir que la manière pragmatique dont ce problème de coordination a été abordé servira de modèle lorsqu'il faudra résoudre, dans l'avenir, d'autres problèmes analogues au sein du système des Nations Unies.

29. M. DARON (Belgique) dit que les rapports soumis par les commissions économiques régionales portent témoignage de la vitalité de ces organismes,

30. La CEE se trouve placée dans une situation différente de celle des autres commissions, étant donné qu'elle compte parmi ses membres la plupart des pays industrialisés du monde et qu'elle constitue le seul organe de coopération entre des Etats dotés de systèmes

économiques et sociaux différents. La réunion commémorative organisée afin de célébrer le vingtième anniversaire de la Commission s'est terminée par l'adoption d'une Déclaration dans laquelle les gouvernements exprimaient leur désir de renforcer la coopération au sein de la Commission et établissaient un nouveau cadre pour les activités futures. L'adoption de cette Déclaration constitue l'événement le plus marquant de la vingt-deuxième session de la Commission et explique l'ampleur inhabituelle des décisions prises. La résolution 9 (XXII) sur la coopération entre la CEE et l'ONUDI dans le domaine du développement industriel et la résolution 11 (XXII) sur les activités de la Commission relatives à la préparation de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement méritent une mention particulière.

31. Bien que la Belgique ne soit pas membre des autres commissions économiques régionales, elle suit avec intérêt leurs travaux et se fait représenter à leurs principales réunions. L'établissement de contacts étroits entre ces commissions, les institutions spécialisées et l'ONUDI présente la plus grande utilité et doit être encouragé. Parallèlement il faut renforcer la coopération entre les commissions économiques régionales elles-mêmes. Bien que la CEA, la CEAEO et la CEPAL se préoccupent de la question de l'industrialisation, elles n'en reconnaissent pas moins l'importance de l'agriculture pour le développement économique. La CEA et la CEPAL ont toutes deux adopté des résolutions sur l'agriculture et sur la collaboration avec la FAO, et le Président de la Banque asiatique de développement a souligné la nécessité d'accorder la priorité au développement agricole et annoncé la formation d'un fonds spécial pour le développement agricole.

32. Les commissions économiques régionales attachent beaucoup d'importance au Colloque international sur le développement industriel, qui doit se tenir à Athènes, et à la deuxième session de la CNUCED. Alors que leurs résolutions relatives au Colloque sont quelque peu vagues, celles qui ont trait à la deuxième session de la CNUCED sont plus explicites et définissent les objectifs que les commissions souhaiteraient voir atteindre

par la Conférence. En particulier, la CEPAL a précisé ces objectifs dans diverses résolutions sur le financement, la promotion des exportations d'articles manufacturés et semi-finis, l'accès aux marchés, les prix et les investissements étrangers. Pour des raisons qu'elle énoncera ultérieurement, la délégation belge éprouve des difficultés à souscrire à toutes les demandes formulées dans ces résolutions.

33. L'obscurité des recommandations formulées par les secrétaires exécutifs à leur première réunion, en janvier 1967, — recommandations auxquelles la CEPAL a fait allusion dans sa résolution 269 (XII) — a été dissipée, dans une grande mesure, à la deuxième réunion, tenue récemment, au cours de laquelle les représentants du GATT et de la CNUCED ont accepté d'examiner la possibilité de combiner les ressources de ces organismes au sein d'un centre international commun du commerce.

34. Les banques régionales de développement peuvent jouer un rôle utile en stimulant la coopération régionale. La Banque asiatique de développement ayant été créée sur la base du principe de la plus large coopération internationale possible, le Gouvernement belge a souscrit à son capital. L'action combinée des banques régionales, de la BIRD et de ses filiales et du PNUD constitue le moyen le plus sûr d'atteindre les objectifs des pays en voie de développement, c'est-à-dire d'assurer le financement de leur développement industriel et agricole.

35. En dépit des réserves qu'elle formule en ce qui concerne certaines des résolutions adoptées par les commissions économiques régionales, la délégation belge estime que ces commissions font un travail utile et qu'elles doivent être encouragées.

36. M. VARELA (Panama) remercie les secrétaires exécutifs de leurs déclarations; il exprime, en particulier, sa reconnaissance au Secrétaire exécutif de la CEPAL, qui s'est livré à une analyse critique mais constructive et extrêmement utile de la situation économique et sociale en Amérique latine.

La séance est levée à 16 h 35.